



Union des Fédéralistes Européennes -

Bruxelles, Mars 4 2021

La Conférence sur l'Avenir de l'Europe va commencer

Aujourd'hui, le Parlement européen a donné son feu vert à la Conférence sur l'avenir de l'Europe. L'UEF se félicite de la conclusion d'un accord qui ouvre enfin la possibilité d'œuvrer avec les citoyens à une nouvelle Europe. Pour celles et ceux qui croient en l'avènement d'une Europe fédérale, souveraine et démocratique, c'est le moment de s'engager et de se mobiliser.

Accueillant avec soulagement le lancement tant attendu de la Conférence sur l'avenir de l'Europe, l'UEF souligne l'importance du moment historique et des défis politiques auxquels l'Union européenne est confrontée et rappelle que la Conférence doit être un moment de confrontation rassemblant les citoyens, les principaux acteurs, les ONG, les syndicats et les représentants des institutions nationales et européennes, afin de débattre et de décider comment adapter nos institutions de manière à achever la construction d'une Europe fédérale, souveraine et démocratique.

« Aux moments décisifs de l'histoire, les communautés, pour éviter de sombrer dans un déclin irréversible, doivent être capables d'adapter leurs institutions, en les équipant pour gouverner dans les circonstances nouvelles », déclare Sandro Gozi, président de l'UEF et député européen. « C'est ce que nous devons faire aujourd'hui dans l'Union européenne : rendre permanent le mécanisme de l'UE de la prochaine génération et créer un budget fédéral, de sorte que l'UE puisse partager la souveraineté budgétaire avec les États membres ; et, par l'extension de la procédure législative ordinaire, acquérir également de nouvelles compétences, dans les domaines de la santé, de la politique économique, de la politique étrangère et de la défense, pour faire de l'Europe un leader mondial dans la défense des valeurs fondamentales et de l'État de droit, un modèle de transition écologique socialement durable et un acteur mondial pour un nouveau multilatéralisme. »

« C'est pourquoi la Conférence doit pouvoir discuter sans tabous non seulement des politiques européennes qui doivent être renforcées, mais aussi des réformes des traités qui sont nécessaires pour doter l'UE des outils nécessaires pour agir de manière efficace et incisive », poursuit Domenec Ruiz Devesa, vice-président de l'UEF et député européen.

« À cet égard, la réforme du système électoral européen sera également fondamentale, afin de l'uniformiser, de créer des circonscriptions paneuropéennes avec des listes transnationales, en commençant par la naissance d'un véritable espace politique et de débat public européen », conclut Sandro Gozi. « Le moment est venu de débattre et d'agir, également pour dépasser les limites de la gouvernance de la Conférence, que le Conseil a voulu affaiblir avec le principe du consensus pour parvenir à des conclusions. Nous avons besoin d'un front commun de toutes les forces qui croient en une Europe souveraine et démocratique, au Parlement européen, dans les parlements et les gouvernements nationaux, dans la société civile. Cela amorce un processus qui, selon nous, devrait conduire à la construction de l'Europe fédérale dont nous avons besoin. Et le moment est venu de le faire maintenant : maintenant ou jamais. Ne gâchons pas cette occasion. »